



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement

Dossier suivi par : Nadine TOURETTE
Tél. 04 71 09 88 79
Mél. Nadine.tourette@haute-loire.gouv.fr

Le Puy-en-Velay, le 21 décembre 2020

Lettre recommandée avec AR

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint copie de l'arrêté n° BCTE/2020-179 du 17 décembre 2020 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation d'entrepôt, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage que vous exploitez en ZI La Garnasse – 43240 SAINT-JUST MALMONT.

Comme le précise la mise en demeure, les actions correctives devront être mises en œuvre au plus tard le 30 juin 2021.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,


Eric PLASSERAUD

M. Bernard HAON
ZI La Garnasse
43240 SAINT-JUST MALMONT



PRÉFET DE LA HAUTE- LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement

**Arrêté préfectoral n° BCTE/2020-179 du 17 décembre 2020
mettant en demeure M. Bernard HAON de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du
26 novembre 2012 et de l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié réglementant ses activités
exercées sur le territoire de la commune de SAINT-JUST MALMONT**

Le préfet de la Haute-Loire,

- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 portant autorisation d'exploiter un dépôt de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et de carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Saint-Just-Malmont ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2011 portant mise à jour du classement de l'entreprise Bernard HAON pour l'exploitation de son installation de dépollution de véhicules hors d'usage à Saint-Just-Malmont ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2013 portant agrément de monsieur Bernard HAON pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage à Saint-Just-Malmont ;
- VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 novembre 2020 faisant suite à l'inspection qui s'est déroulée le 06 novembre 2020 ;
- VU le courrier recommandé avec accusé de réception de l'inspection des installations classées en date du 19 novembre 2020 transmettant à l'exploitant le rapport visé supra, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ainsi que le projet d'arrêté de mise en demeure ;
- VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur ce projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection précitée que l'exploitant utilisait des parcelles cadastrales sur lesquelles il n'est pas autorisé à exercer ses activités ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection précitée que l'encombrement de l'aire située à l'arrière du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrale AM 17 ne permettait pas l'accès et la circulation pour un véhicule de secours ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection précitée que des véhicules hors d'usage non dépollués n'étaient pas stockés sur une aire imperméabilisée et munie de rétention ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection précitée que les pneumatiques n'étaient pas entreposés sur une zone dédiée et que des moteurs n'étaient pas stockés dans des conteneurs étanches ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1 et 7 l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié susvisé, et des articles 41-I, 41-II et 41-III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure M. Bernard HAON de respecter les dispositions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

ARTICLE 1: Mise en demeure

Monsieur Bernard HAON, exploitant l'installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, sise ZI La Garnasse à Saint-Just-Malmont, est mis en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra procéder à l'enlèvement des bennes de déchets, des bouteilles de gaz vides, des pneumatiques, des véhicules hors d'usage (VHU) dépollués et non dépollués, et de tous autres déchets entreposés sur le terrain des parcelles cadastrales AM 41 et 42 ainsi que sur les trottoirs et espaces périphériques aux parcelles précitées ;
- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra évacuer le surstockage constaté sur l'aire située à l'arrière du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrale AM 17 et organiser le site en différentes zones d'entreposage de sorte qu'un véhicule de secours puisse se déplacer sur le site et accéder aux différents lieux de stockages ;
- les dispositions de l'article 41-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ; pour cela, les véhicules hors d'usage non dépollués devront être entreposés sur une aire imperméabilisée et munie de rétention, et ne pas être stockés plus de 6 mois ;
- les dispositions de l'article 41-II et 41-III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ; pour cela, les pneumatiques devront être entreposés sur une zone dédiée et les moteurs stockés dans des bennes étanches ;

Les actions correctives nécessaires devront être mises en œuvre de sorte que les dispositions mentionnées ci-avant soient respectées au **30 juin 2021**.

ARTICLE 2: Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3: Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal

administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement d'Yssingeaux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Saint-Just-Malmont et à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX